



Conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. générale
29 mai 2012
Français
Original: anglais

Groupe d'examen de l'application

Troisième session

Vienne, 18-22 juin 2012

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

**Examen de l'application de la Convention
des Nations Unies contre la corruption**

Rapport d'activité sur l'application des mandats du Groupe d'examen de l'application

Note du Secrétariat**

I. Organisation et conduite des examens de pays au cours des première et deuxième années du cycle d'examen

A. Tirage au sort

1. Conformément au paragraphe 14 des termes de référence du Mécanisme d'examen, les États parties participant au processus d'examen au cours d'une année donnée du cycle sont désignés par tirage au sort au début de chaque cycle. Le paragraphe 19 prévoit que les États parties examinateurs sont également désignés par tirage au sort au début de chaque année du cycle, étant entendu que les États parties n'effectuent pas d'examens mutuels.

2. Dans sa résolution 4/1, la Conférence a approuvé la pratique suivie par le Groupe d'examen en ce qui concerne la procédure de tirage au sort.

Sélection des États parties à examiner

3. À la première session du Groupe d'examen de l'application, tenue à Vienne du 28 juin au 2 juillet 2010¹, il a été procédé à un tirage au sort pour sélectionner les

* CAC/COSP/IRG/2012/1.

** La prise en compte d'informations communiquées récemment a retardé la publication de la présente note, qui actualise le document CAC/COSP/2011/8; un document de séance contenant des données statistiques sera distribué avant la réunion.



États parties devant être examinés chaque année du premier cycle d'examen ainsi que les États parties examinateurs de la première année².

4. Conformément aux termes de référence, un État partie retenu pour être examiné une année donnée peut, s'il a un motif raisonnable, reporter sa participation à l'année suivante du cycle d'examen. Onze États parties ont reporté leur examen de la première à la deuxième année du cycle et trois de la deuxième à la troisième.

5. Quand un État partie sélectionné a exercé ce droit, le Groupe d'examen a invité les États parties du même groupe régional qui avaient été sélectionnés pour être examinés l'année suivante à faire savoir s'ils souhaitaient prendre la place de l'État partie différant sa participation. Quatre États ont accepté la première année mais aucun ne l'a fait la deuxième.

6. Le nombre total d'États examinés a donc été de 27 pour la première année et de 41 pour la deuxième. Sous réserve d'éventuels reports, 40 États parties feront l'objet d'un examen au cours de la troisième année.

7. Au cas où des États ratifieraient la Convention ou y adhéreraient après le tirage au sort, ceux-ci seront examinés pendant la dernière année du cycle d'examen. Depuis le tirage au sort des États parties devant être examinés au cours du premier cycle d'examen, 16 États sont devenus parties à la Convention.

Sélection des États parties examinateurs

Tirage au sort

8. Le paragraphe 19 des termes de référence dispose que l'un des deux États parties examinateurs doit appartenir à la même région géographique que l'État partie examiné. Deux urnes différentes sont donc utilisées pour le tirage au sort, l'une contenant les noms de tous les États parties du groupe régional concerné et l'autre les noms de tous les États parties.

9. À la première session du Groupe d'examen, tenue à Vienne du 28 juin au 2 juillet 2010, un tirage au sort a été effectué afin de désigner les États parties examinateurs pour la première année. De nouveaux tirages ont eu lieu lors d'une réunion intersessions du Groupe tenue le 5 août 2010. Cinquante et un États parties ont été retenus pour réaliser un examen au cours de la première année du cycle.

10. À sa deuxième session, tenue du 30 mai au 2 juin 2011, le Groupe d'examen a tiré au sort les États parties examinateurs pour la deuxième année du premier cycle, qui sont au nombre de 77.

11. À ce jour, quatre États parties ont effectué 3 examens, 27 en ont effectué 2 et 67 un seul. Les États parties étant actuellement au nombre de 160, 62 d'entre eux n'ont pas encore effectué d'examen. Le paragraphe 20 des termes de référence dispose que chaque État partie effectue au moins un et au maximum trois examens au cours de chaque cycle. Pour faire respecter cette règle, le Bureau élargi de la Conférence a invité le Groupe à envisager de ne pas faire participer au tirage au sort à sa troisième session les États parties qui avaient déjà effectué deux examens. Le

¹ CAC/COSP/IRG/2012/7.

² La liste actualisée des pays concernés peut être consultée sur le site Web de l'UNODC (www.unodc.org/documents/corruption/Microsoft_Word_-_Country_pairings_-_Year_1-4.pdf).

Groupe pourrait aussi envisager de procéder à un premier tirage au sort auquel participeraient les États parties qui n'ont jamais effectué d'examen. Cela permettrait en particulier d'alléger la charge imposée aux nouveaux États parties (voir par. 7 ci-dessus), qui pourraient à la fois se voir obligatoirement soumis à un examen et être tenus d'en effectuer un au cours de la quatrième année afin de se conformer aux exigences des termes de référence.

États parties qui n'avaient pas encore soumis leur liste d'experts gouvernementaux au moment du tirage au sort

12. Conformément au paragraphe 21 des termes de référence, chaque État partie désigne au maximum 15 experts gouvernementaux aux fins du processus d'examen. Au moment de la rédaction du présent rapport, 139 États parties avaient soumis leur liste d'experts. Avant chaque tirage au sort, des notes verbales sont envoyées aux États parties restants pour leur demander de communiquer leur liste d'experts conformément au paragraphe 21 des termes de référence, et le secrétariat fait tout son possible pour que ces listes soient présentées. Dans sa résolution 4/1, la Conférence a engagé les États parties qui ne l'avaient pas encore fait à soumettre leur liste d'experts bien avant les tirages au sort et leur a rappelé qu'ils devaient tenir ces listes à jour. Au moment de la rédaction du présent rapport, 21 États, dont sept sont devenus parties depuis le précédent tirage, n'avaient pas encore communiqué leur liste.

13. Sur les 41 examens de pays prévus pour la deuxième année, 38 ont commencé le 15 juin 2011, après le tirage au sort effectué à la deuxième session du Groupe d'examen, et trois ont commencé le 26 septembre 2011, après le nouveau tirage qui a dû être effectué lors de la reprise de session du Groupe en raison de l'absence de réaction de deux États parties précédemment désignés comme examinateurs et de la décision tardive d'un État, qui faisait par ailleurs l'objet d'un examen au titre de la deuxième année, de différer sa participation en tant qu'examineur.

B. Calendrier et conduite des examens de pays

14. Dans sa résolution 4/1, la Conférence a approuvé les lignes directrices à l'usage des experts gouvernementaux et du secrétariat pour la conduite des examens de pays, que le Groupe d'examen avait établies à sa demande. Ces lignes directrices fixent des délais indicatifs pour les examens afin de garantir la cohérence et l'efficacité du processus d'examen. L'objectif de la présente section est de donner une vue d'ensemble du calendrier des examens de pays conduits au cours des première et deuxième années.

Premières étapes des examens de pays

Confirmation de la disposition à être examiné

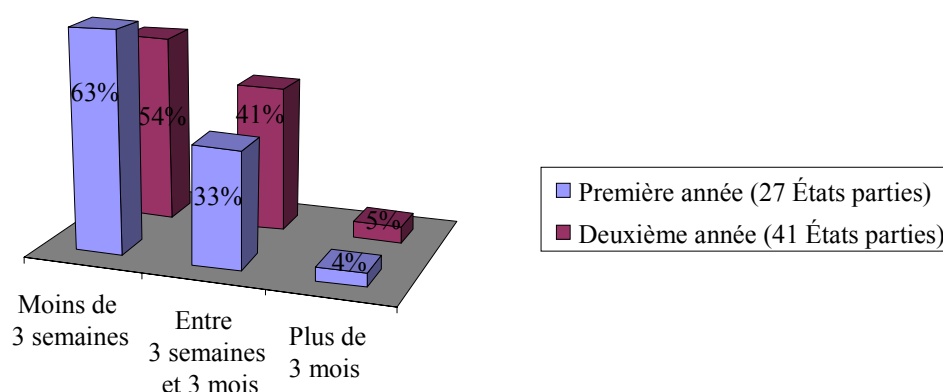
15. Des retards ont été enregistrés la première année parce qu'il a fallu du temps à certains pays pour faire savoir qu'ils étaient disposés à se soumettre à un examen. Il n'y a pas eu de tels retards la deuxième année.

Désignation d'un point de contact chargé de coordonner la participation de l'État partie examiné

16. Conformément au paragraphe 17 des termes de référence et au paragraphe 13 des lignes directrices, dans un délai de trois semaines après avoir été officiellement informé, l'État partie examiné désigne un point de contact chargé de coordonner sa participation à l'examen et informe le secrétariat de cette désignation. La désignation tardive des points de contact a considérablement retardé les examens de pays concernés.

17. Afin de hâter les préparatifs, le secrétariat a envoyé des notes verbales avant le tirage au sort aux États examinés pour les inciter à désigner rapidement des points de contact. Plus de la moitié des États parties examinés au cours de la deuxième année se sont prévalus de cette possibilité, ce qui a également permis aux points de contact de participer aux ateliers de formation organisés immédiatement après la deuxième session du Groupe d'examen. Au moment de la quatrième session de la Conférence, 40 de 41 points de contact des États examinés la deuxième année avaient été désignés et la dernière désignation a été reçue en avril 2012. Le secrétariat a suivi la même procédure rapide pour la troisième session du Groupe d'examen. À ce jour, 11 États ont informé le secrétariat de la désignation de leur point de contact et plusieurs États ont demandé au secrétariat de les aider à répondre aux questions de la liste de contrôle pour l'auto-évaluation.

Désignation des points de contact



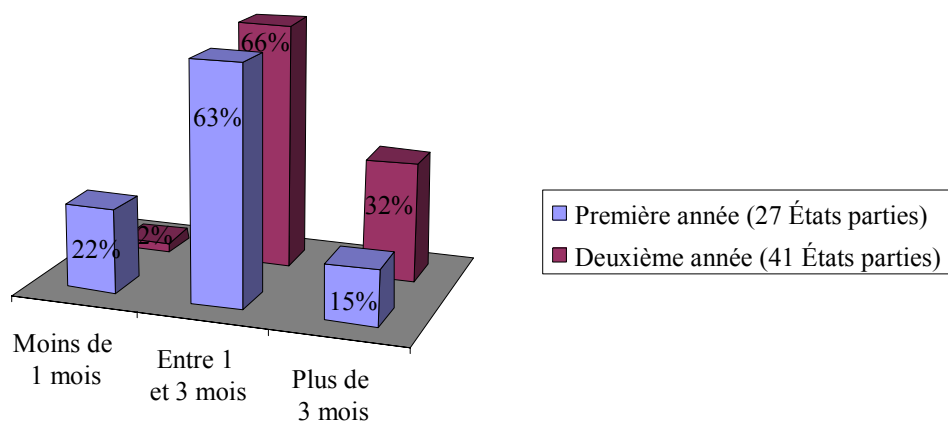
18. S'agissant de l'origine des points de contact désignés pour les première et deuxième années du cycle d'examen, un tiers venaient d'organes nationaux de lutte contre la corruption, un tiers de ministères de la justice et un tiers d'autres autorités nationales, dont des ministères des affaires étrangères ou de la modernisation.

Communication des coordonnées des experts gouvernementaux par les États parties examineurs et organisation de la première téléconférence

19. Le paragraphe 16 des lignes directrices prévoit la tenue, dans un délai d'un mois après que l'État partie examiné a été officiellement informé du début de

l'examen, d'une conférence téléphonique réunissant l'État partie examiné, les États parties examinateurs et le personnel du secrétariat affecté à l'examen de pays. En vue d'organiser cette première conférence téléphonique, le secrétariat a prié les États parties examinateurs de désigner des interlocuteurs parmi leurs experts gouvernementaux et de lui communiquer leurs coordonnées. Plusieurs examens ont été retardés par le fait que ces coordonnées ont été reçues tardivement ou que des experts examinateurs ont été remplacés après le début de l'examen.

Délai d'organisation de la première téléconférence



Auto-évaluation

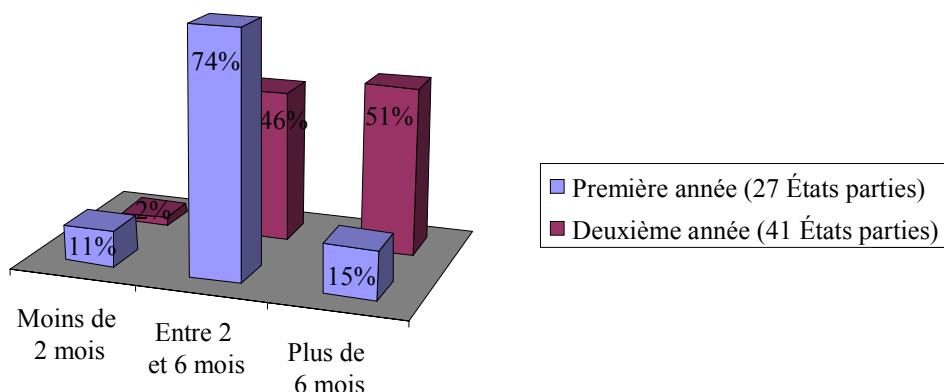
20. Conformément au paragraphe 15 des lignes directrices, dans un délai de deux mois après avoir été officiellement informé du début de l'examen de pays, l'État partie examiné communique au secrétariat sa réponse à la liste de contrôle détaillée pour l'auto-évaluation. La question du délai de soumission des réponses a été abordée lors des premières conférences téléphoniques. Plusieurs États parties examinés ont indiqué avoir besoin de plus de temps pour fournir leur réponse, en raison notamment de contraintes techniques et de la nécessité d'une coordination interorganismes.

21. Sur les 41 États parties pour lesquels un examen a été mis en route pendant la deuxième année du cycle d'examen en cours, un État a fourni dans les délais une réponse partielle à la liste de contrôle pour l'auto-évaluation. Au moment de la rédaction du présent rapport, 35 réponses complètes avaient été reçues, soit 85 %. Les réponses restantes étaient encore en attente et une action de suivi énergique était menée pour obtenir ces réponses, y compris sous la forme d'une assistance fournie par l'intermédiaire des bureaux extérieurs et des partenaires de l'UNODC. Plusieurs États parties ont demandé au secrétariat de les aider à remplir la liste de contrôle.

22. Les États parties examinés au cours de la deuxième année ont pris plus de temps pour répondre à la liste d'auto-évaluation. En revanche, il convient de mentionner que, d'une manière générale, les réponses étaient plus complètes que celles fournies la première année et que, par conséquent, la collecte des données

manquantes pendant la phase de dialogue actif prendra peut-être moins de temps. Cependant, il est trop tôt pour en avoir la certitude.

Délai de soumission des réponses à la liste de contrôle



23. S'agissant des consultations avec les parties prenantes nationales et de la publication des réponses à la liste de contrôle pour l'auto-évaluation, le secrétariat a été informé de la tenue de telles consultations par deux États parties pour la première année et huit autres pour la deuxième année, et cinq États parties ont demandé à l'UNODC de publier leurs réponses sur son site Internet la première année, contre deux pour la deuxième année. Plusieurs autres États ont affiché leurs réponses pour observations sur leurs propres sites Web.

Examen préalable

24. Conformément au paragraphe 21 des lignes directrices, dans un délai d'un mois suivant la réception de la réponse à la liste de contrôle détaillée pour l'auto-évaluation et de toutes informations complémentaires communiquées par l'État partie examiné, les experts gouvernementaux présentent au secrétariat les résultats de l'examen préalable.

25. Lors des présentations initiales et conformément aux lignes directrices, les experts examinateurs ont été invités à décider de la répartition des tâches et des thèmes entre eux, compte tenu de leurs domaines de compétence respectifs. Pour la plupart des examens, ils sont convenus de se répartir les tâches suivant les deux chapitres de la Convention étudiés (III et IV), et pour les autres, ils ont décidé que les deux groupes d'experts travailleraient sur les deux chapitres à la fois. Dans quelques cas, les travaux ont été répartis selon un groupement particulier de dispositions.

26. Au moment de la rédaction du présent rapport, l'examen préalable de 20 des 35 réponses à la liste de contrôle avait été achevé. Dans de nombreux cas, les experts gouvernementaux ont informé l'État partie examiné et le secrétariat qu'ils auraient besoin d'un délai plus long que celui prévu par les lignes directrices pour examiner de manière approfondie les informations communiquées.

Autres moyens de dialogue direct

27. Conformément au paragraphe 24 des lignes directrices, lorsque l'État partie examiné y consent, l'examen préalable devrait être complété par d'autres moyens de dialogue direct, comme une visite de pays ou une réunion conjointe à l'Office des Nations Unies à Vienne.

28. Sur les 27 États parties examinés la première année, 24 ont demandé des visites de pays. Une réunion conjointe à l'Office des Nations Unies à Vienne a eu lieu. En ce qui concerne la deuxième année, 11 visites de pays ont eu lieu à ce jour, et 16 autres ont été décidées et sont en préparation. Plusieurs États examinés n'ont pas encore envisagé la possibilité de recourir à d'autres moyens de dialogue direct ou ont indiqué qu'ils prendraient une décision à ce sujet après avoir reçu les résultats de l'examen préalable. Deux États parties examinés ont accepté de tenir des réunions conjointes à Vienne. Le pourcentage moyen d'États parties optant pour une visite de pays ou une réunion conjointe à Vienne devrait être comparable à celui de la première année.

29. Conformément au paragraphe 24 des lignes directrices, la visite de pays doit être planifiée et organisée par l'État partie examiné. Les points de contact en établissent le programme et le soumettent aux examinateurs et au secrétariat avant la visite. Compte tenu de l'expérience de la première année et eu égard aux préférences exprimées lors des réunions du Groupe d'examen, ce programme prévoit un délai de préparation pour la coordination avant le début des réunions et, si possible, des réunions-bilan plus longues à la fin de la visite.

30. Conformément au paragraphe 30 des termes de référence, la majorité des visites de pays tenues la première année ont comporté des séances avec d'autres intervenants. Il en a été de même pour les examens effectués jusqu'à maintenant au titre de la deuxième année.

Résultats des examens de pays

31. Conformément au paragraphe 33 des termes de référence et au paragraphe 30 des lignes directrices, les experts examinateurs établissent un rapport d'examen de pays et un résumé analytique, en coopération et en coordination étroites avec l'État partie examiné et avec l'aide du secrétariat. Le rapport recense les succès obtenus, les bonnes pratiques adoptées et les problèmes rencontrés dans l'application de la Convention et formule des observations à cet égard. Le cas échéant, il détermine l'assistance technique nécessaire pour améliorer l'application de la Convention.

32. Pour plusieurs examens de pays, la traduction des projets de rapport d'examen et de résumé analytique dans les langues de travail convenues s'est avérée nécessaire, alors que les lignes directrices ne prévoyaient pas de délai supplémentaire à cette fin. Les experts gouvernementaux et le secrétariat sont restés en relation avec les points de contact des États examinés à ce stade pour leur demander des éclaircissements ou des informations complémentaires. Dans plusieurs cas, on est parvenu à un accord sur les conclusions présentées dans le projet de résumé avant que la version finale complète du rapport d'examen ne soit établie.

C. Rôle du secrétariat du Mécanisme

33. En vertu du paragraphe 49 des termes de référence, le secrétariat accomplit toutes les tâches qu'exige le bon fonctionnement du Mécanisme, notamment fournir, sur demande, un soutien technique et fonctionnel aux États parties dans le cadre du fonctionnement du Mécanisme.

Ateliers de formation

34. Conformément aux termes de référence et aux lignes directrices, le secrétariat a organisé des ateliers de formation pour familiariser les points de contact des États parties faisant l'objet d'un examen et les experts gouvernementaux des États parties examinateurs avec les dispositions de fond de la Convention et la méthodologie du processus d'examen. Ces ateliers, qui ont été financés par des contributions volontaires, ont été organisés selon la répartition linguistique des États parties. Pour la deuxième année du cycle d'examen, quatre ateliers de formation ont été tenus à la suite de la deuxième session du Groupe d'examen à l'intention des points de contact et des experts gouvernementaux participant aux examens de la deuxième année; ils ont rassemblé 74 représentants de 37 pays examinés et pays examinateurs. Un atelier supplémentaire a eu lieu juste avant la reprise de la deuxième session du Groupe d'examen, qui a réuni plus de 70 représentants de plus de 35 pays. Un autre atelier a été organisé en marge de la Conférence; par ailleurs, une formation et une assistance ponctuelles ont été proposées aux points de contact et experts gouvernementaux qui n'avaient pu suivre aucun des ateliers.

Rôle dans la conduite des examens de pays

35. Deux membres du secrétariat sont affectés à chaque examen de pays, en fonction notamment des langues de travail convenues pour les examens. Des dispositions ont été prises au niveau interne pour garantir le fonctionnement harmonieux et cohérent du Mécanisme. Ainsi, des fonctionnaires du secrétariat ont été chargés de superviser les processus d'examen de pays et d'instaurer les conditions de procédure nécessaires aux examens et au Groupe, ainsi que de veiller à la présentation de résumés analytiques respectant les règles applicables à la documentation et conformes au modèle de résumé analytique (CAC/COSP/IRG/2012/2) et d'assurer l'harmonisation des différents examens de pays.

36. En vue d'appuyer l'examen préalable et le dialogue qui s'ensuit, le secrétariat a apporté son assistance dans la plupart des cas où il existait des capacités internes eu égard aux langues employées en établissant une version consolidée des résultats de l'examen préalable après avoir reçu les observations des experts gouvernementaux. Ce document était ensuite mis à jour au fur et à mesure des échanges entre le point de contact et les experts et servait de base aux travaux dans le cadre du dialogue direct.

37. Dans les cas où l'État partie examiné a sollicité d'autres moyens de dialogue direct, comme une visite de pays ou une réunion conjointe à l'Office des Nations Unies à Vienne, conformément aux paragraphes 29 des termes de référence et 24 des lignes directrices, le secrétariat a assuré le financement de l'un de ces moyens à partir de contributions volontaires. Sur demande et dans la limite des ressources disponibles, la participation d'un maximum de deux experts gouvernementaux par

État examinateur a été financée. Lors de la réunion du Bureau élargi tenue le 20 février 2012, le secrétariat a posé des questions concernant les retards de confirmation de participation et les demandes de fonds pour financer la participation au dialogue direct d'experts gouvernementaux venant de pays autres que des pays en développement.

38. Afin d'intégrer les examens de pays dans la programmation générale et d'engager les préparatifs suffisamment à l'avance, on a pris en compte les activités y relatives dans les programmes régionaux et les programmes de pays menés par l'UNODC. Parmi ces activités, plusieurs pays ont demandé une assistance pour la réalisation d'analyses des lacunes, afin notamment de pouvoir disposer de la plupart des réponses à la liste de contrôle pour l'auto-évaluation, qu'il leur suffirait d'actualiser lorsque l'examen commencerait. Plusieurs pays ont aussi demandé la tenue d'ateliers nationaux de formation comprenant un volet sur le fonctionnement du Mécanisme, afin de pouvoir prendre les dispositions nécessaires en matière de coordination. Le secrétariat travaille en étroite collaboration avec le réseau des bureaux extérieurs de l'UNODC et avec d'autres partenaires, notamment le PNUD, pour répondre aux demandes. Cela permet d'assurer le suivi des conclusions du processus d'examen, notamment à travers l'assistance technique.

D. Questions linguistiques

39. Conformément au paragraphe 51 des termes de référence, le processus d'examen de pays peut se dérouler dans l'une quelconque des langues de travail du Mécanisme. Le secrétariat est chargé d'assurer les services de traduction et d'interprétation nécessaires dans n'importe laquelle de ces langues de manière à assurer le bon fonctionnement du Mécanisme. Selon le paragraphe 15 des lignes directrices, le secrétariat, si nécessaire, fait traduire les réponses à la liste de contrôle et les distribue aux experts gouvernementaux dans un délai d'un mois.

40. Conformément aux paragraphes 12 à 14 de la résolution 3/1 de la Conférence des États parties, le Groupe a examiné les ressources nécessaires dans sa résolution 1/1 intitulée "Ressources nécessaires au fonctionnement du Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption pour l'exercice 2012-2013". La Conférence a approuvé cette résolution à sa quatrième session.

41. Sur les 27 examens de pays effectués la première année du cycle d'examen, 48 % ont été menés dans une langue, 45 % dans deux langues et 7 % dans trois langues. Pour faciliter les examens, les experts sont convenus de travailler dans la langue de l'État partie examiné ou en anglais, ce qui permet de réduire le nombre de langues de travail utilisées. Sur les 41 examens effectués la deuxième année, 34 % doivent être menés dans une langue, 59 % dans deux langues et 7 % dans trois langues. Il a fallu assurer des services de traduction pour une langue qui n'était pas l'une des six langues officielles dans deux examens de pays.

42. Les besoins de traduction ont dû être pris en compte tout au long du processus d'examen. Outre la traduction des réponses à la liste de contrôle et du rapport final d'examen de pays, des services de traduction et d'interprétation ont aussi été assurés pour les observations soumises par les États parties examinateurs pendant l'examen

préalable, pour le dialogue qui a suivi avec l'État partie examiné et pour l'approbation du rapport d'examen de pays.

II. Enseignements tirés et efforts déployés pour améliorer le processus d'examen

Organisation du secrétariat

43. Le secrétariat a pris toute une série de mesures pour remédier aux difficultés qui ont été rencontrées dans le cadre des examens de pays conduits les deux premières années.

44. Des dispositions ont été prises au niveau interne pour garantir le fonctionnement harmonieux et cohérent du Mécanisme. Ainsi, des fonctionnaires du secrétariat ont été chargés de superviser les processus d'examen de pays et d'instaurer les conditions de procédure nécessaires aux examens et au Groupe, ainsi que de veiller à la présentation de résumés analytiques respectant les règles applicables à la documentation et conformes au modèle de résumé analytique (CAC/COSP/IRG/2012/2) et d'assurer l'harmonisation des différents examens de pays.

45. Étant donné que le volume des pages à traduire dépassait les capacités de traduction internes et même, de plus en plus, les capacités d'absorption des bureaux extérieurs de l'UNODC, et compte tenu des problèmes rencontrés sur les plans de la cohérence et de la qualité des produits finals, le secrétariat a lancé un appel d'offres pour des services de traduction complets.

46. Le secrétariat a par ailleurs mis à jour les pages du site Internet de l'UNODC consacrées au Mécanisme. Il présentera les nouvelles fonctionnalités à la troisième session du Groupe.

Version actualisée du logiciel d'auto-évaluation

47. Suite à son adoption par la Conférence des États parties à sa troisième session et conformément aux termes de référence du Mécanisme, le logiciel d'auto-évaluation devait être utilisé par tous les États parties faisant l'objet d'un examen en tant que première étape du processus d'examen.

48. Étant donné qu'une connaissance générale de l'État partie examiné a été considérée comme une condition préalable à un examen efficace, l'introduction de la liste de contrôle, intitulée "Informations générales", a été développée; elle comprend désormais, outre les questions sur le système juridique, institutionnel et politique national, des évaluations antérieures et, le cas échéant, des projets de lois ou mesures envisagées. Une liste des lois, politiques, mesures, etc. auxquelles il est fait référence dans les réponses est exigée, de même que les différents textes sous forme de pièces jointes. Cela évite de les joindre pour chaque disposition, ce qui faisait parfois double emploi et augmentait la taille des réponses. La demande qui était faite aux États de joindre si possible ces textes dans les autres langues officielles de l'ONU pour faciliter la traduction a été supprimée au niveau des dispositions et placée dans la section intitulée "Informations générales", ce qui a permis de réduire le volume total des questions. Le regroupement de ces questions dans cette section devrait aussi permettre aux États d'engager suffisamment à

l'avance des préparatifs ciblés en commençant par examiner ces questions et par réunir les informations requises.

Premières étapes du processus d'examen

49. La pratique consistant à organiser des formations immédiatement après les réunions du Groupe d'examen a permis de réaliser des économies de coûts de voyage pour les pays les moins avancés et d'obtenir une participation plus importante. On a aussi réalisé des économies en dispensant directement les formations dans quatre des six langues officielles, des services d'interprétation étant uniquement requis dans une langue. Plusieurs ateliers nationaux de formation ont été organisés sur demande, y compris avec des partenaires et avec l'assistance de conseillers de l'UNODC œuvrant sur le terrain.

50. Comme c'était le cas lors de la première année du cycle d'examen, le temps qui a été nécessaire pour désigner des points de contact a gêné la participation des États parties examinés aux ateliers de formation organisés par le secrétariat pour les familiariser avec le Mécanisme d'examen et a entraîné des retards dans la soumission des réponses à la liste de contrôle. La Conférence a invité les États parties à nommer leurs points de contact suffisamment tôt et le secrétariat a poursuivi la pratique consistant à adresser une note verbale aux pays dont l'examen était imminent afin d'attirer leur attention sur l'option d'une nomination précoce et de leur proposer assistance et formation. Plusieurs États parties qui seront examinés pendant la troisième année ont déjà informé le secrétariat des dispositions qu'ils prenaient à cet égard; ils bénéficient d'une assistance fournie par le siège de l'UNODC, ainsi que par des conseillers régionaux et d'autres partenaires de l'UNODC.

51. Les points de contact ont reçu une assistance pour installer le logiciel sur leurs ordinateurs dans le cadre des ateliers, ainsi qu'à distance. Toutes les réponses à la liste de contrôle pour la première année, ainsi que toutes celles qui ont été reçues à ce jour pour la deuxième année, ont été communiquées sous la forme de fichiers XML/DAT et PDF générés par le logiciel omnibus. Une fonction servant aux utilisateurs à créer un document Word a été ajoutée au logiciel pour permettre aux points de contact de revoir et d'éditer leurs réponses avant de les enregistrer dans le logiciel.

52. Si la qualité et la précision des réponses sont cruciales pour le processus d'examen, les points de contact devraient tenir compte des contraintes liées à la traduction lorsque les examens sont menés dans plusieurs langues et ne citer que les lois ou d'autres mesures se rapportant spécifiquement à l'application des dispositions considérées. Plusieurs réponses reçues la deuxième année faisaient plus de 500 pages, ce qui a posé des problèmes tant pour la traduction que pour l'analyse des réponses.

53. La communication tardive des coordonnées des experts gouvernementaux a continué de retarder l'organisation de la première conférence téléphonique et des examens de pays. Par ailleurs, les changements intervenus dans la composition des équipes d'examen ont ralenti le déroulement de certains examens. Les pays examinateurs ont été encouragés à déterminer suffisamment tôt les experts de leurs listes qui procéderaient à l'examen et à s'engager à les maintenir dans leurs

fonctions tout au long du processus, y compris pour la participation au dialogue direct, le cas échéant.

54. Les points de contact et les experts ont été priés d'informer le secrétariat en temps voulu de leur éventuelle participation aux réunions du Groupe d'examen, ainsi qu'aux réunions des groupes de travail sur le recouvrement d'avoirs et sur la prévention, afin qu'il puisse organiser et planifier les réunions avec les experts examinateurs si l'État partie examiné en faisait la demande. Les réunions en face-à-face, avec des téléconférences pour associer les éventuelles parties manquantes, se sont révélées un moyen de communication utile et efficace dans le cadre des examens.

Conduite des examens de pays

55. Pendant la phase initiale et conformément aux lignes directrices, les experts examinateurs ont été invités à décider de quelle manière ils se répartiraient les tâches et les thèmes entre eux, en tenant compte de leurs domaines de compétence respectifs. La répartition du travail ayant été un facteur fondamental dans la façon dont les examens de pays ont été menés, les experts ont été encouragés à accorder une attention particulière à cette question et à apporter les modifications qu'exigeaient les circonstances.

56. Comme il avait été mentionné pendant les sessions du Groupe, les visites de pays étaient organisées de manière à laisser aux experts plus de temps pour coordonner leurs efforts et présenter leurs conclusions. Ainsi, du temps leur était alloué au début des visites pour la tenue de réunions entre eux et avec le point de contact, et à la fin des visites pour l'organisation de séances consacrées à l'examen des conclusions du projet de rapport et du résumé analytique.

57. Les besoins d'assistance technique ont été mis en relief dans les réponses à la liste de contrôle et examinés par les experts, mais un travail complémentaire a souvent été nécessaire pour donner une vue générale des besoins en matière d'application. Plusieurs États parties ont également souhaité mentionner des besoins plus larges que ceux relatifs à l'application stricte des deux chapitres considérés et soumis des projets de lois ou de mesures aux experts pour examen.

58. Les dernières étapes du processus d'examen, à savoir la rédaction des rapports d'examen de pays et des résumés analytiques, ainsi que leur approbation, ont pris plus de temps que prévu dans les lignes directrices. Cela s'explique notamment par le fait qu'il a fallu traduire différentes versions des rapports et analyser de manière efficace et précise les informations figurant dans les rapports d'examen de pays.

59. La première et la deuxième année, plusieurs États examinés ont signalé assez tôt qu'ils ne seraient pas en mesure de respecter les délais indicatifs prévus dans les lignes directrices. Bien qu'il ait été conseillé et demandé aux pays de s'en tenir autant que possible à ces délais, les examens ont pris du retard au cours du cycle.

60. Le secrétariat présentera oralement au Groupe à sa troisième session des informations à jour sur les examens des première et deuxième années du cycle en cours.